

**EXTRAIT DE L'INTERVENTION DU DR NOURDINE ABDALLAH,
DIRECTEUR DU CNDRS, LORS DE LA SOIREE DES 40 ANS AU
MUZDALIFA HOUSE.**

Un quatrième point pour finir...

Nous avons une nation qui ne ressemble pas à la France, ni à l'Allemagne, ni à aucune autre. Mais comment se la représenter? C'est là que se trouve le questionnement, dont je n'ai pas à donner la réponse ici. Je pense que la nation comorienne n'a pas commencé à exister au moment où la France est venue aux Comores. Ce pays a une histoire. Il y avait une nation comorienne, bien avant l'arrivée de l'Etat français. Il faudrait que les chercheurs, les historiens surtout, dont certains sont là, nous disent comment cette nation se vivait avant la colonisation française. A l'arrivée des Français, un autre monde s'est fait jour. Le modèle de la nation comorienne tel qu'il existait auparavant a cessé de fonctionner. Nous sommes rentrés dans une autre réalité. D'abord, parce que nous sommes devenus français. Ce qui revient à dire que le principe de nation comorienne a été mis entre parenthèses durant cette période coloniale. Nous avons emprunté d'autres manières de vivre [politiquement] sans rapports avec notre passé. On nous a inoculé une autre vision des choses. On nous a tracé un autre projet, qui ne correspond pas à celui que nous avions. C'est à dire que nous sommes hors des sentiers balisés de notre tradition. On nous a poussé sur une voie reliée à une autre histoire que la nôtre.

Cela suppose de grands bouleversements. Et lorsque se produisent de tels bouleversements, il ne faut pas s'étonner des troubles qui s'ensuivent. Il y est question de trouble de l'identité. On ne sait plus qui on est, parce qu'on nous a sorti de notre histoire. De notre tradition. On nous a engagé dans une réalité que nous ne maîtrisons pas. C'est une des raisons pour lesquelles on se pose la question de savoir si nous sommes encore une nation. Car le projet de nation qui nous a été mis entre les mains ne nous ressemble pas. Notre héritage sur cette question, lui, a été écarté du paysage. Mais maintenant que la colonisation est finie, que nous sommes libres, que pensons-nous de la nation, et des institutions qui la définissent? Nous ne sommes plus dans la parenthèse coloniale. Nous sommes dans un autre cas de figure que nous devons chercher à comprendre. Ce sont les grandes questions auxquelles doivent s'atteler nos chercheurs. Les hommes politiques sont les premiers à avoir tenté de répondre à ces questions. Ils doivent nous permettre de saisir les enjeux. Mais quelque que soit la forme que prend cette nation comorienne, il faut savoir que les Comoriens l'apprécient. Ce qu'il nous faut savoir, c'est la vision politique qui s'en dégage, le projet du pays en lui-même. Est-ce que les institutions, telles que dessinées, permettent vraiment de nous projeter dans cette idée de la nation?

Abdallah Nouroudine est docteur en philosophie. Il a enseigné à l'Université en France et aux Comores. Il est actuellement directeur du Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique à Moroni.

Le contenu intégral de la soirée des 40 ans (la conversation avec Abdou Bakari Boina, l'intervention de Abdallah Nouroudine) est disponible dans les Bruts du Muzdalifa House/ carnet I. Parution en décembre 2015. les traductions pour ce supplément n° 6 sont du Muzdalifa House. les relectures se sont faites avec le soutien de Catherine Mourretas. les images sont de Soeuf Elbadawi et appartiennent au fonds Washko Ink.



repe



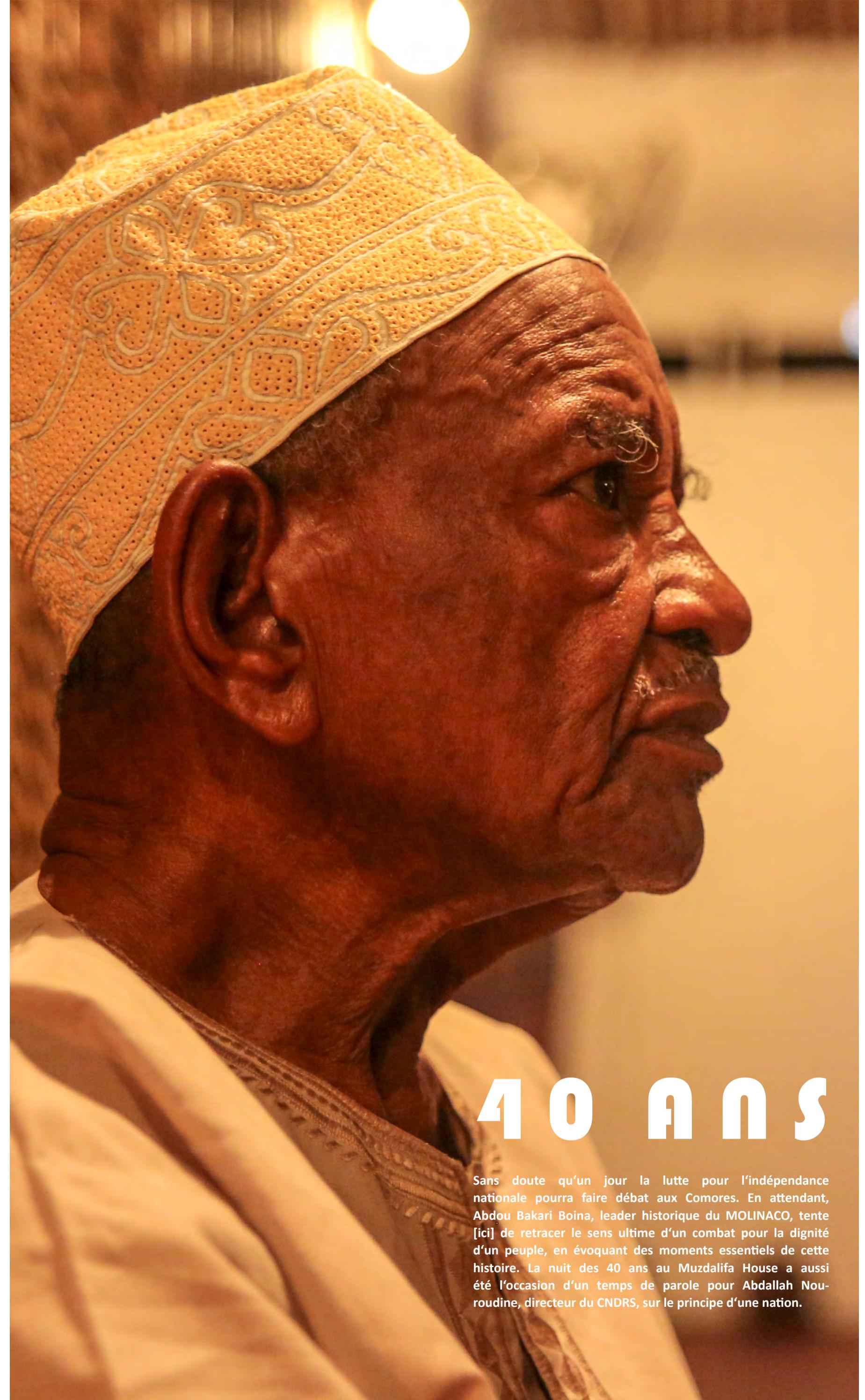
Ancien professeur des écoles, Abdou Bakari Boina est le premier leader indépendantiste des Comores. Il est l'un des principaux fondateurs du MOLINACO à Zanzibar en 1962. Qualifié d'extrémiste par Chagnoux et Haribou dans un livre paru aux PUF, ce mouvement marque l'histoire comorienne des années d'indépendance d'une encre indélébile. Combattu par l'autorité coloniale et par la noblesse au pouvoir à Moroni, le MOLINACO œuvre depuis l'Afrique de l'Est, use notamment des ondes de Radio Dar Es Saalam pour réveiller l'opinion de l'archipel et réussit à traduire la volonté d'indépendance de l'archipel auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine et du Comité de décolonisation des Nations Unies. Il poursuivra ainsi son action jusqu'au milieu des années 70. Nationaliste convaincu, Abdou Bakari Boina, lui, rentre au pays le 24 octobre 1974, afin de faire campagne pour le « oui », lors du référendum (d'autodétermination) organisé par la France en décembre 1975. Plus tard, il sera ambassadeur itinérant au service de l'Etat comorien, chargé des relations avec l'ONU, l'Afrique et les pays de l'Est, puis gouverneur, avant de se retirer du vacarme politique de ces vingt dernières années.

S.E.

Ph. Soeuf Elbadawi/ Fonds Washko Ink.

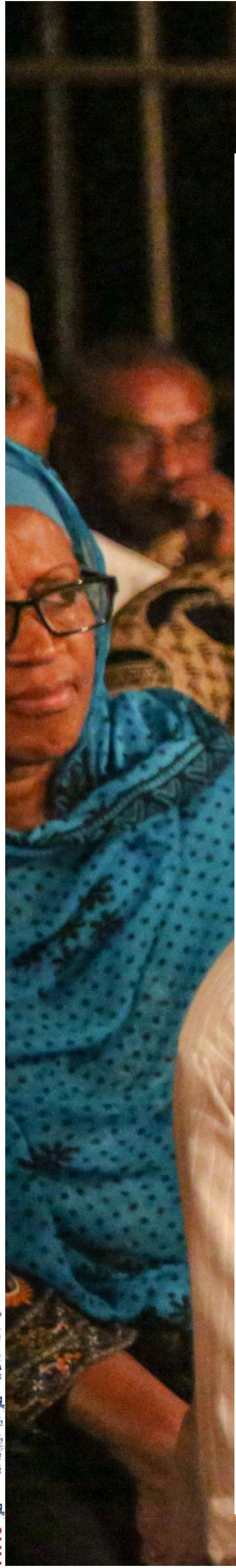
Le supplément

N° 6 / 2015 DU MUZDALIFA HOUSE



40 ANS

Sans doute qu'un jour la lutte pour l'indépendance nationale pourra faire débat aux Comores. En attendant, Abdou Bakari Boina, leader historique du MOLINACO, tente ici de retracer le sens ultime d'un combat pour la dignité d'un peuple, en évoquant des moments essentiels de cette histoire. La nuit des 40 ans au Muzdalifa House a aussi été l'occasion d'un temps de parole pour Abdallah Nouroudine, directeur du CNDRS, sur le principe d'une nation.



éclats et rappels d'un temps de lutte

29 MAI 2015¹. RENCONTRE AU MUZDALIFA HOUSE EN PRÉLUDE AUX COMMÉMORATIONS DES 40 ANS D'INDÉPENDANCE DE L'ARCHIPEL DES COMORES. UNE SOIRÉE AVEC ABDOU BAKARI BOINA, LEADER HISTORIQUE DU MOLINACO. OÙ L'ON REPARLE DE LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETÉ DE CES ÎLES, À L'HEURE DES DISCOURS D'USURPATION ET DES COCKTAILS D'ARROGANCE.

D'aucuns prétendent que l'indépendance des Comores a été prise de façon prématurée?

Est-ce qu'il y a une loi écrite quelque part dans le monde disant qu'un pays ne peut être souverain sans avoir été colonisé? Et d'un! Est-ce que nous n'avons pas existé, nous, Comoriens, avant que la France ne nous colonise? Et de deux! Je ne peux comprendre ceux qui disent notre indépendance prématurée. Je ne sais pas comment les qualifier, non plus. Je sais qu'en 1958 certains de nos dirigeants disaient que nous n'étions pas assez formés, que nous n'avions pas de médecins, que nous étions dans le manque. Mais est-ce qu'il existe une loi universelle affirmant qu'un pays ne peut être libre s'il ne dispose pas de quinze ingénieurs? Dans notre cas, cela n'aurait pas été impossible à l'époque. Mais je pense que vous posez mal la question. C'est de la fouteuse. Le jour où nous avons pris l'indépendance en 1975, il y avait 10 médecins, avec seulement deux chirurgiens dans le pays, les Dr Boudra et Tourqui. Aujourd'hui, après 40 ans, nous disposons de combien de médecins et de spécialistes? J'ai entendu dire récemment que nous avions 200 ou 300 médecins. Peut-être que si on l'avait arrachée en 1960, nous en aurions 1.000, aujourd'hui, vous voyez. Si vous entendez quelqu'un affirmer ce point de vue, néginez-le. Le sultan Said Ali – et je ne suis pas adepte du régime féodal – avait frappé une monnaie que j'ai eu le temps de connaître lorsque j'étais gosse. Avoir-il besoin d'un doctorat en Sorbonne pour mériter de fabriquer sa propre monnaie? Je crois que là j'ai répondu à votre question.

Pour parler du 6 juillet 1975, on a l'impression que des figures importantes manquent à l'affiche, qu'au générique il n'y a qu'Ahmed Abdallah et les siens...

Il faudrait interroger ceux qui étaient là en 1975 pour comprendre. Je crois que dans le film de Soeuf Elbadawi², j'évoque des événements remontant à 1972. Car on parle de l'indépendance, comme si tout n'avait commencé qu'en 1975. Comme si cette indépendance tombait elle-même du ciel. Vous ne nous demandez pas qui s'est battu pour? Et de ne jamais poser cette question n'est pas une chose forte, mais voulue. Effectivement, vous ne pouvez pas parler de ce que nous avons fait – moi-même, Said Youssouf, Salim Youssouf, Ali Mohamed Hassani, etc. – sans que l'on considère que vous êtes en train de pointer la France du doigt. Ce que tout le monde évite. Au temps du président Djohar, j'avais enregistré une émission à la radio, qui n'a jamais été diffusée. Les gens de la radio étaient venus me rencontrer, à l'occasion du 6 juillet, pour que je leur parle de la lutte pour l'indépendance. Cette émission est passée à la trappe. Quand j'ai voulu savoir pourquoi, les journalistes m'ont dit que le ministre de l'information – Houmedi Msaidie, à l'époque – ne voulait pas que ma voix s'entende sur les ondes nationales. C'est juste pour vous donner un petit exemple. Sur le fait que nous, qui avons combattu pour cette indépendance, sommes considérés comme des ennemis à abattre par les régimes en place. Je vous donnerais un autre exemple. Je suis celui qui a négocié le projet de construction du Palais du Peuple (siège du parlement) auprès de la Chine. Vous pouvez le vérifier auprès de Salim Himidi, qui était chef de délégation, lors du voyage de 1977 en Chine. C'est moi qui ai négocié cette aide, mais lorsque le Palais a été inauguré, je n'ai pas été sur la liste des invités, c'est juste pour vous montrer comment on nous a marginalisé. On fait de nous des ennemis. Vous pouvez donc continuer avec la fable de 1975.

On parle souvent des pères de l'indépendance. On parle rarement des femmes...

Nous avions des femmes à nos côtés, bien sûr. Il y avait Hadidja Sabili de Maore par exemple. Et ceux qui écoutaient les émissions du MOLINACO depuis Radio Dar Es Salaam connaissent bien sa voix. Il y avait également Mwana Bweni. Elle est d'Iconi Djabal. Il y avait beaucoup de femmes qui soutenaient la lutte. Il y en a certaines qui organisaient des manifestations pour récolter des fonds, afin de financer nos actions. Mais ces dernières sont restées sur le Continent. C'étaient des comoriennes là-bas. Elles avaient le sentiment patriotique, parce que leurs parents venaient d'ici. Donc elles appréciaient de pouvoir nous aider. Ici, il y avait peu de femmes qui osaient vraiment intégrer le combat. Il y avait une femme de Duniani. Elle s'appelait Mariata Mhamadi. Elle est encore vivante, même si elle est un peu âgée. Elle fait partie des gens qui ont été arrêtées aux côtés de Abdouroihmane Mhishimiwa. Ils ont été emprisonnés entre 1968 et 1970. Elle faisait partie des premiers détenus politiques des Comores, appartenant à notre camp. Cette femme vit encore à Duniani. Cela fait des années que j'encourage l'Etat à la décorer. J'ai fait des pieds et des mains à la Présidence. Ils ne veulent pas. Elle a été emprisonnée avec ses compagnons durant deux ans. Le MOLINACO a dû prendre un avocat depuis la France pour venir les défendre. Si vous consultez les archives du tribunal, vous devriez trouver les traces de sa plaidoirie.

Il semble qu'à votre retour d'Afrique de l'Est, vous n'avez pas voulu faire de discours. On vous aurait porté à dos d'homme, de l'aéroport jusqu'à Shalima, sans que vous n'ayez pris la parole, une seule fois. Comme si vous aviez peur de jouer à l'homme providentiel.

Non! Celui qui vous a raconté vous a menti. On m'a porté de l'aéroport de Moroni Iconi jusqu'à la place portant le nom de Said Ibrahim, près de Shalima, à l'endroit d'où partent les taxis pour le Washili. Les gens m'ont porté jusque-là sans que je touche terre. Un meeting s'y tenait et j'y ai pris la parole. Pendant que je m'adressais à la foule, il y avait un type de Mndrambani, qui est peut-être mort aujourd'hui. Un monsieur qui frayait avec le régime d'Ahmed Abdallah. Il a voulu s'adresser insolument à moi, mais les gens l'ont viré hors des lieux. Je ne me souviens pas de tout ce que j'ai pu dire, mais il y a au moins une chose dont je me rappelle. J'ai interpellé les Comoriens sur la question du référendum. Je leur ai dit de se méfier. Car le jour où la France est venue nous coloniser, elle n'avait pas organisé de référendum. Personne n'a eu à voter pour dire s'il acceptait d'être colonisé ou pas. La France avait pris ce pays par la force. Et voilà qu'elle nous embrouillait avec des histoires de référendum au moment où nous voulions le lui reprendre. Je leur ai dit de faire en sorte de pouvoir voter massivement. Ensuite, je les ai interpellés sur le fait que l'Autonomie interne était une sorte de cheval de Troie dans le système. Donc celui qui t'a raconté n'a pas suivi toute l'histoire.

Comment est né le projet du MOLINACO?

C'est une histoire qui est longue à raconter. Mais je peux essayer de la résumer. On m'avait affecté à Zanzibar pour enseigner le français à l'Ecole franco-comorienne. J'y suis arrivé en mai 1962, et j'ai été surpris par l'atmosphère politique qui y régnait. Il y avait beaucoup de tensions entre les partis. Il y en avait trois. Il y avait le Hizbu (ZNP), un parti à dominance arabe. Il y avait l'Afro Shirazi (ASP). C'étaient les deux plus grands. Puis il y avait le ZPPP d'un certain Mohamed Shamte. Tous étaient pour l'indépendance. Mais les relations étaient tendues entre le parti des Afro Shirazi et le Hizbu des Arabes. J'ai découvert que les gens là-bas pouvaient se réunir publiquement contre la présence coloniale. On pouvait prendre le micro pour dire "mkolo nalawe"³. Cela m'avait beaucoup étonné. Le fait que là-bas, ils pouvaient dire: "Que le blanc s'en aille". Alors qu'ici, personne, à l'époque, n'osait prononcer le mot "uhuru". On n'en parlait nulle



part. A Zanzibar, les jeunes cadres d'origine comorienne militaient dans ces partis. Beaucoup évoluaient au sein du parti des Arabes. Seules quelques têtes brûlées comme moi se retrouvaient dans l'Afro Shirazi Party. C'était le parti des Africains, comme le dit si bien son nom. Et il y avait deux clubs à ce moment-là. Le club des anciens, qu'on appelait *Comorian Social Club*, puis le club des jeunes, surnommé *Comorian Sport's Club*. Je fréquentais celui des jeunes. C'est là que j'ai rencontré ces fameux jeunes cadres dont je parle. Ces Comoriens natifs de Zanzibar qui étaient dans l'Afro Shirazi Party, surtout. Ils m'ont interrogé sur les Comores et sur les raisons pour lesquelles le pays n'avait pas pris son indépendance en 1960. Ils ne comprenaient pas pourquoi Said Mohamed Cheikh continuait à se rendre en France? Pour y faire quoi? J'essayais de leur expliquer la situation. Ils s'étonnaient du fait qu'aux Comores n'existaient pas de parti politique dans ces années-là. Et pour aller vite, ce sont ces gens qui ont eu l'idée de fonder un mouvement pour la libération des Comores. Ce sont eux qui ont pris les devants, qui ont rédigé les statuts du mouvement. J'étais présent, mais l'initiative est venue d'eux. Ce sont eux qui m'ont poussé à m'engager dans cette aventure. C'est comme ça que ça s'est passé.

Vous meniez cette lutte (en grande partie) depuis l'étranger. Mais quels ont été vos soutiens, localement ? Aviez-vous des alliés? Des alliés objectifs? Sur place...

Lorsque le mouvement s'est créé, il a fallu trouver un Comorien, venant des Comores, pour le porter. Les natifs de Zanzibar ne pouvaient pas le faire à notre place. Quand mes camarades me l'ont proposé, j'ai dit oui, mais à condition d'établir un contact avec les pays. Car on ne pouvait pas développer un mouvement politique pour la libération des Comores sans avoir de soutien à l'intérieur du pays. Je leur ai dit de me laisser du temps jusqu'en novembre 1963, date à laquelle j'ai pris mon congé pour me rendre aux Comores. Deux choses m'animaient, intérieurement. Etablir des contacts dans le pays pour la lutte et protéger ma famille. Je pensais que de m'engager dans cette aventure avec une famille sur les bras pouvait poser problème. Je risquais d'échouer. Je suis venu aux Comores pour trois mois de congé. Mais je n'y suis resté qu'un mois. J'ai pu prendre quelques contacts. Parmi eux, Said Youssouf Alwahti, Ali Mchangama, qui était greffier auprès du cadi, et Hassani Abdulkarim. Mais j'ai été obligé de repartir en catastrophe⁴, discrètement, sans que personne ne le sache, parce que les services français avaient déjà commencé à s'intéresser à moi. J'étais à Mtsamiouli. Il y avait un homme du nom de Bencheikh, peut-être que certains le connaissent ici, qui était gendarme. Il s'entendait avec mon père, parce qu'ils étaient de la même confrérie soufie. Mon père était le *khalifa* de la confrérie shadhuli à Mtsamiouli. Donc Bencheikh est venu me voir. Ils avaient reçu une note me concernant, disant qu'il fallait me surveiller. Il me l'a dit et j'ai tout de suite entamé des démarches pour pouvoir repartir. Dieu a voulu que mes contacts réussissent à œuvrer jusqu'à créer le Parti socialiste pour la libération des Comores en 1964. C'est d'ailleurs suite à ce projet de parti que Said Youssouf a été expulsé du pays. Et voilà que le mouvement s'est introduit dans le pays.

Quelle a été la relation du mouvement par la suite avec l'ensemble du milieu politique de l'archipel...

Il n'y avait pas d'entente entre nous. J'ai écrit aux partis après 1968, lorsqu'on a créé le parti vert et le parti blanc. J'ai écrit aux deux partis à plusieurs reprises. Aucun d'entre eux n'a répondu. Mais comme vous posez cette question, j'ai le souvenir d'une élection en 1970, qui opposait Ali Mroudja à Mohamed Dahalani. Battu, Ali Mroudja allait se rendre en France et il est passé par Zanzibar. On s'est rencontré, on a échangé, et je lui ai demandé pourquoi nos courriers (envoyés à Moroni) étaient restés sans réponse. Il m'a dit: «Nous n'avons pas répondu, parce que vous, ce que vous voulez, c'est l'indépendance. Alors que nous, nous n'en sommes pas du tout là. Nous, nous voulons du pouvoir. Nous voulons ravir le pouvoir à Said Ibrahim, à Said Mohamed Cheikh et à Ahmed Abdallah»⁵. Je lui ai répondu – et il est vivant, vous pouvez le lui demander – je lui ai répondu qu'ils se trompaient: «Said Ibrahim, Said Mohamed Cheikh et Ahmed Abdallah ont servi la France pendant plusieurs années, fidèlement. Vous ne pouvez pas débarquer simplement avec vos diplômes et dire que vous allez la servir mieux que les autres, en pensant qu'elle va les limoger et vous passer le pouvoir. Si vous voulez du pouvoir, vous devriez venir avec nous, défendre l'indépendance. Car la France ne les lâchera pas pour vous». Voilà l'état d'esprit de l'époque. Avec les partis qu'il y avait ici...

La manière pacifique avec laquelle nous avons déclaré cette indépendance pourrait-elle expliquer la situation dans laquelle se retrouve le pays de nos jours?

Je ne crois pas. Il y a des pays qui ont pris leur indépendance sans avoir eu à prendre les armes. Mais je crois que je l'ai dit ici et je vais le répéter encore. Ce qui nous a perdu, c'est notre absence de projet, sur le long terme. Nous ne savons pas ce que nous voulons. Nous ne savons pas où nous voulons mener le pays. Il n'y a pas de vision. Ensuite, il y a le problème de la gestion. Pourquoi ça ne marche pas? Pourquoi rien ne fonctionne? Sans doute parce que ceux qui ont le pouvoir, ceux qui nous dirigent, ne font pas ce qu'il faut. Si la question posée ne leur rapporte pas 10%, ils la négligent, l'éloignent, n'en veulent pas... C'est de ça qu'il faudrait débattre, aujourd'hui. Anciens comme jeunes devraient tous se mobiliser pour en discuter. Car il n'y a pas de silence qui paie. Or, nous nous taisons, comme si de rien n'était.

Pourquoi le rêve du MOLINACO s'est-il éteint selon vous?

Si je devais expliquer, cela prendrait beaucoup de temps. Au moment de l'indépendance, nous nous préparions à rentrer. Puis le coup d'Etat a eu lieu. Certains du MOLINACO étaient déjà aux Comores et se sont ralliés au nouveau régime. Nous, qui étions à Zanzibar et dans d'autres pays, nous avons refusé de nous aligner avec ce nouveau pouvoir. Nous considérons que le coup d'Etat du 3 août 1975 était au profit de la France. Donc nous n'étions pas prêts à nous associer à ce projet. Je sais que d'affirmer cela peut surprendre, sachant que plus tard je suis devenu «la main droite» du président Ali Soilih. Les partisans d'Ali Soilih savent que je n'ai pas pris part au coup du 3 août et je ne me suis pas rapproché de son cercle à ses débuts. Mais quand il a rompu avec la France – et cela fait partie des choses qui traduisent la maturité de son projet et qui le distinguent de ses pairs, y compris les plus jeunes – il m'a rappelé, moi qui l'ai honni après le 3 août, pour me dire: «Nous avons rompu avec la tutelle coloniale. Qu'est-ce que tu en dis?» Je lui ai dit que j'étais prêt à servir la révolution, y compris à aller nettoyer son bureau, s'il le fallait. Je crois que cette cassure explique en partie pourquoi le MOLINACO n'a pas pu se reconstituer aux Comores.

Propos recueillis
par Fathate Hassan, Ali Mze Ben Cheikh,
Irchad Ousseine Djoubeir, Fouad Ahamada Tadjiri et Mourchid Abdillah

1. Date de commémoration de la mort du président Ali Soilih, dont tout le monde s'accorde à dire qu'il incarnait une certaine idée de la nation comorienne.
2. *Uhuru na igabuo*. 40 ans années d'histoire comorienne passées au crible. Film réalisé dans le cadre d'une installation, intitulée «Pays de lune: un rêve brisé?», présenté lors du FACC 14 à Moroni. Le film est disponible sur le web: <https://vimeo.com/user29362052/uhurunaigabuo>.

3. *Dehors le colon*.

4. En langue shikomori, Abdou Bakari Boina dit avoir été obligé de «fuir le pays». Pour contourner la menace des services français, il est parti de Moroni, précipitamment et clandestinement, à bord d'un bateau, grâce à son compagnon de lutte, Hassani Abdulkarim.

5. Farouchement opposé aux idées indépendantistes, Said Mohamed Cheikh reproche au Molinaco et à leurs amis de «vouloir l'indépendance avant d'avoir un pays». Son successeur, Said Ibrahim leur dira «d'aller se poser des glaçons sur la tête». Ainsi, le discours indépendantiste «se voyait reprocher de conduire à "l'aventure" parce que "le pays n'était pas prêt"» écrit Saindou Kamal Eddin dans le numéro 64 du journal Kashkazi: «Une indépendance mal assumée».